# Arrêté du 30 mai 1996
## relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

NOR : *ENVP9650195A*

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,
Le ministre du travail et des affaires sociales,
Le ministre de l'intérieur,
Le ministre de l'environnement,
Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R.111-4-1,
Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R.111-1, R.111-3-1, R.123-19, R.123-24, R.311-10, R.311-10-2, R.410-13 ;
Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;
Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;
Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;
Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;
Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;
Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;
Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;
Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Arrêtent :

**Art. 1er.** - Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé:

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures ;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence, et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

### Titre 1 : Classement des infrastructures de transports terrestres par le préfet

**Art. 2.** - Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées, et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté $L_{Aeq}$ (6h-22h), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;

- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté $L_{Aeq}$ (22h-6h), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S.31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U" ;

- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

* Cette distance est mesurée :
- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

**Art. 3.** - Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul ou mesure

sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;

- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1er du décret n° 95-21, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S.31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S.31-088, "mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation", et NF S.31-130 annexe B pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

**Art. 4.** - Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure, sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

| Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (6h-22h) en dB(A) | Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (22h-6h) en dB(A) | Catégorie de l'infrastructure | Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1) |
|---|---|---|---|
| L > 81 | L > 76 | 1 | d = 300 m |
| 76 < L ≤ 81 | 71 < L ≤ 76 | 2 | d = 250 m |
| 70 < L ≤ 76 | 65 < L ≤ 71 | 3 | d = 100 m |
| 65 < L ≤ 70 | 60 < L ≤ 65 | 4 | d = 30 m |
| 60 < L ≤ 65 | 55 < L ≤ 60 | 5 | d = 10 m |

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne, conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

**Titre 2 : Détermination de l'isolement acoustique minimal des bâtiments d'habitation contre les bruits des transports terrestres par le maître d'ouvrage du bâtiment.**

**Art. 5.** - En application du décret n° 95-21 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres, doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

**Art. 6.** - Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A - dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

| Catégorie | Isolement minimal $D_{nAT}$ |
|---|---|
| 1 | 45 dB(A) |
| 2 | 42 dB(A) |
| 3 | 38 dB(A) |
| 4 | 35 dB(A) |
| 5 | 30 dB(A) |

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB(A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrières.

B - en tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

| distance (2) | 0 | 10 | 15 | 20 | 25 | 30 | 40 | 50 | 65 | 80 | 100 | 125 | 160 | 200 | 250 | 300 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| catégorie 1 | 45 | 45 | 44 | 43 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | |
| catégorie 2 | 42 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | | |
| catégorie 3 | 38 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | | | | | | |
| catégorie 4 | 35 | 33 | 32 | 31 | 30 | | | | | | | | | | | |
| catégorie 5 | 30 | | | | | | | | | | | | | | | |

Les valeurs du tableau précédent tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

| Situation | Description | Correction |
|---|---|---|
| Façade en vue directe | Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent. | Pas de correction |
| Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments | Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit :<br>- en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments)<br>- en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit | - 3 dB(A)<br>- 6 dB(A) |
| Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel | La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres :<br>- à une distance inférieure à 150 mètres<br>- à une distance supérieure à 150 mètres<br><br>La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres :<br>- à une distance inférieure à 150 mètres<br>- à une distance supérieure à 150 mètres | - 6 dB(A)<br>- 3 dB(A)<br><br>- 9 dB(A)<br>- 6 dB(A) |
| Façade en vue indirecte d'un bâtiment | La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui même :<br>- façade latérale (2)<br>- façade arrière | - 3 dB(A)<br>- 9 dB(A) |

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran

(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB(A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée séparément pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB(A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure augmentée de 3 dB(A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB(A) en prenant parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

**Art. 7. -** Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :
- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S.31-085 pour les infrastructures routières et Pr S.31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

| Catégorie | Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A)) | Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A)) |
|---|---|---|
| 1 | 83 | 78 |
| 2 | 79 | 74 |
| 3 | 73 | 68 |
| 4 | 68 | 63 |
| 5 | 63 | 58 |

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB(A) en période diurne et 30 dB(A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB(A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

**Art. 8.** - Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 "vérification de la qualité acoustique des bâtiments", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à 2 mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

**Art. 9.** - Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB(A);
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB(A).
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB(A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27° C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe 1 au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50m au dessus du sol.

## Titre 3 : Dispositions diverses

**Art. 10.** - Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté interministériel du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe 1 de l'arrêté précité du 6 octobre 1978 continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995.

**Art. 11.** - Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres, le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

*Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme*

*Le ministre de l'intérieur*

*Le ministre de l'environnement*

*Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation*

*Le ministre délégué au logement*

*Le secrétaire d'Etat aux transports*

*Le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale*

## ANNEXE 1

La valeur de la température moyenne quotidienne extérieure visée à l'article 9 est de 20°C, 22°C, 24°C, 26°C, respective pour chacune des zones climatiques E1, E2, E3, E4, définies dans le tableau ci dessous :

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | | |
| Ain | Bellegarde sur Valserine | E2 |
| | Brénod | E2 |
| | Collonges | E2 |
| | Ferney-Voltaire | E2 |
| | Gex | E2 |
| | Hauteville-Lompnès | E2 |
| | Izernore | E2 |
| | Nantua | E2 |
| | Oyonnax (nord et sud) | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Aisne | Tous cantons | E2 |
| Allier | Commentry | E2 |
| | Huriel | E2 |
| | Lapalisse | E2 |
| | Marcillat-en-Combraille | E2 |
| | Le Mayet de Montagne | E2 |
| | Montluçon (tous cantons) | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Alpes de Haute Provence | Allos-Colmars | E1 |
| | Barcelonnette | E1 |
| | Le Lauzet | E1 |
| | Seyne les Alpes | E1 |
| | Annot | E2 |
| | Barrême | E2 |
| | Digne (tous cantons) | E2 |
| | Entrevaux | E2 |
| | La Javie | E2 |
| | Saint-André-des-Alpes | E2 |
| | Sisteron | E2 |
| | Turriers | E2 |
| | Volonne | E2 |
| | Banon | E3 |
| | Castellane | E3 |
| | Forcalquier | E3 |
| | Les Mées | E3 |
| | Mezel | E3 |
| | Moustiers-Sainte-Marie | E3 |
| | Noyers-sur-Jabron | E3 |
| | Peyruis | E3 |
| | Reillanne | E3 |
| | Riez | E3 |
| | Saint-Etienne-les-Orgues | E3 |
| | Manosque (tous cantons) | E4 |
| | Valensole | E4 |
| Alpes (Hautes) | Aiguilles en Queyras | E1 |
| | L'Argentière-la-Bessée | E1 |
| | Briançon | E1 |
| | La Grave | E1 |
| Ardennes | Tous cantons | E2 |
| Ariège | Ax-les-Thermes | E2 |
| | Les Cabannes | E2 |
| | Castillon | E2 |
| | Massat | E2 |
| | Oust | E2 |
| | Quérigut | E2 |
| | Tarascon-sur-Ariège | E2 |
| | Vicdessos | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Aube | Tous cantons | E2 |
| Aude | Alaigne | E3 |
| | Alzonne | E3 |
| | Axat | E3 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | | |
| | Guillestre | E1 |
| | Le-Mônetier-les-Bains | E1 |
| | Orcières | E1 |
| | Autres cantons | E2 |
| Alpes-Maritimes | Saint-Etienne-de-Tinée | E1 |
| | Guillaumes | E2 |
| | Puget-Theniers | E2 |
| | Saint-Martin-Vésubie | E2 |
| | Saint-Sauveur-sur-Tinée | E2 |
| | Coursegoules | E3 |
| | Lantosque | E3 |
| | Roquebillière | E3 |
| | Roquesteron | E3 |
| | Saint-Auban | E3 |
| | Tende | E3 |
| | Villars-sur-Var | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Ardèche | Coucouron | E1 |
| | Saint-Agrève | E1 |
| | Saint-Etienne-de-Lugdarès | E1 |
| | Annonay | E2 |
| | Antraigues | E2 |
| | Burzet | E2 |
| | Lamastre | E2 |
| | Montpezat-sous-Bauzon | E2 |
| | Le Cheylard | E2 |
| | Saint-Pierreville | E2 |
| | Saint-Félicien | E2 |
| | Satillieu | E2 |
| | Thueyts | E2 |
| | Valgorge | E2 |
| | Vernoux | E2 |
| | Aubenas | E3 |
| | Chomérac | E3 |
| | Joyeuse | E3 |
| | Largentière | E3 |
| | Privas | E3 |
| | Saint Péray | E3 |
| | Serrières | E3 |
| | Tournon-sur-Rhône | E3 |
| | Vallon-Pont-D'Arc | E3 |
| | Vals-les-Bains | E3 |
| | Les Vans | E3 |
| | La Voulte | E3 |
| | Villeneuve-de-Berg | E3 |
| | Bourg-Saint-Andréol | E4 |
| | Rochemaure | E4 |
| | Viviers-sur-Rhône | E4 |
| Cher | Tous cantons | E3 |
| Corrèze | Ayen | E3 |
| | Beaulieu-sur-Dordogne | E3 |
| | Beynat | E3 |
| | Brive (tous cantons) | E3 |
| | Donzenac | E3 |
| | Juillac | E3 |
| | Larche | E3 |
| | Meyssac | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Corse-du-Sud | Tous cantons | E4 |
| Corse (Haute) | Tous cantons | E4 |
| Côte-d'Or | Tous cantons | E3 |
| Côtes d'Armor | Tous cantons | E1 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | Belcaire | E3 |
| | Belpech | E3 |
| | Castelnaudary (tous cantons) | E3 |
| | Chalabre | E3 |
| | Couiza | E3 |
| | Fanjeaux | E3 |
| | Limoux | E3 |
| | Mas-Cabardès | E3 |
| | Quillan | E3 |
| | Saissac | E3 |
| | Salles-sur-l'Hers | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Aveyron | Bozouls | E2 |
| | Campagnac | E2 |
| | Cassagne-Begonhès | E2 |
| | Entraygues | E2 |
| | Espalion | E2 |
| | Estaing | E2 |
| | Laguiole | E2 |
| | Laissac | E2 |
| | Mur-de-Barrez | E2 |
| | Pont-de-Salars | E2 |
| | Saint-Amans-des-Cots | E2 |
| | Saint-Chély-d'Aubrac | E2 |
| | Saint-Géniez-d'Olt | E2 |
| | Sainte-Geneviève-sur-Argence | E2 |
| | Salles-Curan | E2 |
| | Séverac-le-Château | E2 |
| | Vézins-de-Lévézou | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Bouches du Rhône | Tous cantons | E4 |
| Calvados | Tous cantons | E1 |
| Cantal | Allanche | E1 |
| | Condat en Feniers | E1 |
| | Massiac | E1 |
| | Murat | E1 |
| | Ruynes | E1 |
| | Maurs | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Charente | Tous cantons | E3 |
| Charente Maritime | Aigrefeuille-d'Aunis | E2 |
| | Ars-en-Ré | E2 |
| | Le Château-d'Oléron | E2 |
| | Courçon | E2 |
| | La Jarrie | E2 |
| | Loulay | E2 |
| | Marans | E2 |
| | Rochefort (tous cantons) | E2 |
| | Saint-Pierre-d'Oléron | E2 |
| | Saint-Pierre-de-Ré | E2 |
| | Surgères | E2 |
| | Tonnay-Boutonne | E2 |
| | Tonnay-Charente | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| | Barbazan | E2 |
| | Saint-Béat | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Gers | Tous cantons | E3 |
| Gironde | Tous cantons | E3 |
| Hérault | Aniane | E3 |
| | Bédarieux | E3 |
| | Le Caylar | E3 |
| | Claret | E3 |
| | Clermont-l'Hérault | E3 |
| | Ganges | E3 |
| | Lodève | E3 |
| | Lunas | E3 |
| | Les Matelles | E3 |
| | Olargues | E3 |
| | Saint-Gervais-Sur-Mare | E3 |
| | Saint-Martin-de-Londres | E3 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| Creuse | Tous cantons | E2 |
| Dordogne | Tous cantons | E2 |
| Doubs | Tous cantons | E2 |
| Drôme | La Chapelle-en-Vercors | E2 |
| | Châtillon-en-Diois | E2 |
| | Luc-en-Diois | E2 |
| | Grignan | E4 |
| | Loriol | E4 |
| | Marsanne | E4 |
| | Montélimar (1 et 2è) | E4 |
| | Pierrelatte | E4 |
| | Saint-Paul-Trois-Châteaux | E4 |
| | Autres cantons | E3 |
| Eure | Les Andelys | E2 |
| | Breteuil-sur-Iton | E2 |
| | Conches-en-Ouche | E2 |
| | Damville | E2 |
| | Ecos | E2 |
| | Etrépagny | E2 |
| | Evreux (tous cantons) | E2 |
| | Gaillon Campagne | E2 |
| | Gisors | E2 |
| | Nonancourt | E2 |
| | Pacy-sur-Eure | E2 |
| | Rugles | E2 |
| | Saint-André-de-L'Eure | E2 |
| | Verneuil-sur-Avre | E2 |
| | Vernon (tous cantons) | E2 |
| | Autres cantons | E1 |
| Eure-et-Loir | Tous cantons | E2 |
| Finistère | Tous cantons | E1 |
| Gard | Alzon | E2 |
| | Saint-André-de-Valborgne | E2 |
| | Trèves | E2 |
| | Valleraugue | E2 |
| | Le Vigan | E2 |
| | Alès (tous cantons) | E3 |
| | Anduze | E3 |
| | Barjac | E3 |
| | Bessèges | E3 |
| | Génolhac | E3 |
| | La Grand'Combe | E3 |
| | Lasalle | E3 |
| | Ledignan | E3 |
| | Quissac | E3 |
| | Saint-Ambroix | E3 |
| | Saint-Hippolyte-du-Fort | E3 |
| | Saint-Jean-du-Gard | E3 |
| | Sauve | E3 |
| | Sumène | E3 |
| | Vézénobres | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Garonne (Haute) | Aspet | E2 |
| | Bagnères-de-Luchon | E2 |
| | Saint-Armand-Longpré | E2 |
| | Savigny-sur-Braye | E2 |
| | Selommes | E2 |
| | Vendôme 1et 2 | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Loire | Charlieu | E3 |
| | La Pacaudière | E3 |
| | Pélussin | E3 |
| | Perreux | E3 |
| | Rive-de-Gier | E3 |
| | Roanne (tous cantons) | E3 |
| | Saint-Haon-le-Châtel | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Loire (Haute) | Allègre | E1 |
| | Cayres | E1 |
| | La Chaise-Dieu | E1 |
| | Fay-sur-Lignon | E1 |

II. – L'article R. 11-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est complété par l'alinéa suivant :

« La notice explicative comprend, s'il y a lieu, les indications mentionnées à l'article 8-1 du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977. »

Art. 8. – Préalablement au démarrage d'un chantier de construction, de modification ou de transformation significative d'une infrastructure de transports terrestres, le maître d'ouvrage fournit au préfet de chacun des départements concernés et aux maires des communes sur le territoire desquelles sont prévus les travaux et les installations de chantier les éléments d'information utiles sur la nature du chantier, sa durée prévisible, les nuisances sonores attendues ainsi que les mesures prises pour limiter ces nuisances. Ces éléments doivent parvenir aux autorités concernées un mois au moins avant le démarrage du chantier.

Au vu de ces éléments le préfet peut, lorsqu'il estime que les nuisances sonores attendues sont de nature à causer un trouble excessif aux personnes, prescrire par un arrêté motivé, pris après avis des maires des communes concernées et du maître d'ouvrage, des mesures particulières de fonctionnement du chantier, notamment en ce qui concerne ses accès et ses horaires.

Faute de réponse dans le délai de quinze jours suivant la demande du préfet, cet avis est réputé favorable.

Lorsque les travaux concernent plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les préfets de ces départements.

Le maître d'ouvrage informe le public de ces éléments par tout moyen approprié.

Art. 9. – Le maître d'ouvrage de travaux de construction, de modification ou de transformation significative d'une infrastructure de transports terrestres n'est pas tenu de prendre les mesures prévues à l'article 1er à l'égard des bâtiments voisins de cette infrastructure dont la construction a été autorisée après l'intervention de l'une des mesures suivantes :

1° Publication de l'acte décidant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet d'infrastructure, en application de l'article L. 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou du décret du 23 avril 1985 susvisé ;

2° Mise à disposition du public de la décision, ou de la délibération, arrêtant le principe et les conditions de réalisation d'un projet d'infrastructure, au sens du *a* du 2° de l'article R. 121-13 du code de l'urbanisme, dès lors que cette décision, ou cette délibération, prévoit les emplacements qui doivent être réservés dans les documents d'urbanisme opposables ;

3° Inscription du projet d'infrastructure en emplacement réservé dans un plan d'occupation des sols, un plan d'aménagement de zone, ou un plan de sauvegarde et de mise en valeur, opposable ;

4° Mise en service de l'infrastructure ;

5° Publication des arrêtés préfectoraux portant classement de l'infrastructure et définition des secteurs affectés par le bruit situés à son voisinage, pris en application de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1992 susvisée.

Art. 10. – Le présent décret s'applique :

1° Aux infrastructures nouvelles et aux modifications ou transformations significatives d'une infrastructure existante, dont l'acte décidant l'ouverture d'une enquête publique en application de l'article L. 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou du décret du 23 avril 1985 susvisé, ou l'acte prorogeant les effets d'une déclaration d'utilité publique, est postérieur de plus de six mois à la date de publication de l'arrêté mentionné à l'article 4 ;

2° Lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une enquête publique, aux modifications ou transformations significatives d'une infrastructure existante, dont le début des travaux est postérieur de plus de six mois à la même date.

Art. 11. – Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le ministre de l'environnement et le ministre du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'environnement,*
MICHEL BARNIER

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,*
CHARLES PASQUA

*Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme,*
BERNARD BOSSON

*Le ministre du logement,*
HERVÉ DE CHARETTE

## Arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement

NOR : *ENVP9430398A*

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'environnement et le ministre du logement,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R. 111-23-1, R. 111-23-2 et R. 111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 147-3 ;

Vu le code du travail, et notamment son article R. 235-11 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret n° 88-523 du 5 mai 1988 relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu l'avis du Conseil national du bruit en date du 21 septembre 1994,

Arrêtent :

Art. 1er. – Conformément aux dispositions de l'article R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation, le présent arrêté fixe les seuils de bruit et les exigences techniques applicables aux établissements d'enseignement.

On entend par établissements d'enseignement les écoles maternelles, les écoles élémentaires, les collèges, les lycées, les universités et établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement général, technique ou professionnel, publics ou privés.

Les logements restent soumis à la réglementation concernant les bâtiments à usage d'habitation, au regard de laquelle les autres locaux de l'établissement d'enseignement sont alors considérés comme des locaux d'activités.

Art. 2. – L'isolement acoustique normalisé au bruit aérien $D_{nAT}$ entre locaux, doit être égal ou supérieur aux valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous. $D_{nAT}$ exprimé en décibels A vis-à-vis d'un bruit rose à l'émission. Le bruit rose est défini dans la norme NFS 30-101 et couvre les intervalles d'octave centrés sur les fréquences 125, 250, 500, 1 000, 2 000 et 4 000 Hz.

| Local d'émission → / ↓ Local de réception | Locaux d'enseignement<br>Atelier calme<br>Administration<br>Salle d'exercice des écoles maternelles | Activités pratiques<br>Salles de jeux des écoles maternelles<br>Salles de musique<br>Cuisines<br>Locaux de rassemblement<br>Salles de réunion<br>Sanitaires | Salle à manger<br>Salle polyvalente<br>Salle de sport | Cages d'escalier | Circulation horizontale | Locaux médicaux | Ateliers bruyants<br>( au sens de l'article 7 du présent arrêté ) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Locaux d'enseignement<br>Activités pratiques<br>Bibliothèque, CDI<br>Salles de musique<br>Locaux médicaux<br>Atelier Calme<br>Administration | 44[1] | 52 | 52 | 44 | 28 | 44 | 56 |
| Salle de repos | 52[2] | 52 | 52 | 52 | 40 | 44 | |
| Salle à manger<br>Salle polyvalente | 40 | 52[3] | | | 28 | 44 | 56 |

1. Un isolement de 42 dB (A) est admis en cas de porte de communication.

2. A l'exception de la salle d'exercice attachée à la salle de repos.

3. A l'exception de la cuisine ouverte sur la salle à manger.

Art. 3. – L'isolation des parois horizontales, y compris les revêtements de sol, et des parois verticales doit être telle que le niveau de pression acoustique normalisé $L_{nAT}$ du bruit perçu dans les locaux de réception énumérés dans le tableau de l'article 2 ne dépasse pas 67 décibels (A), lorsque des impacts sont produits sur le sol des locaux normalement accessibles, extérieurs au local de réception considéré, par la machine à chocs normalisée décrite dans la norme NF S 31-052.

En outre, une étude spécifique est obligatoire lorsque le local d'émission est une salle de sports ou un atelier contigu à un local de réception quel qu'il soit, sauf s'il s'agit d'un atelier, d'une salle à manger ou d'un local d'activités pratiques. Cette étude est destinée à calculer les valeurs d'isolement aux bruits d'impact nécessaires pour assurer un confort acoustique satisfaisant dans le local de réception, compte tenu des activités prévues et des machines et matériels qui y seront utilisés.

Art. 4. – Le niveau de pression acoustique normalisé du bruit engendré dans les bibliothèques, centres de documentation et d'information, locaux médicaux et salles de repos par un équipement du bâtiment ne doit pas dépasser 33 dB (A) si l'équipement fonctionne de manière continue et 38 dB (A) s'il fonctionne de manière intermittente.

Ces niveaux sont portés à 38 dB (A) et 43 dB (a) respectivement pour tous les autres locaux de réception visés à l'article 2.

Art. 5. – L'isolement acoustique des locaux de réception cités dans l'article 2 vis-à-vis des bruits des transports terrestres est le même que celui imposé aux bâtiments d'habitation.

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit des aérodromes, au sens de l'article L. 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique normalisé des locaux de réception visés à l'article 2 est le suivant :

- en zone A : 47 dB (A) ;
- en zone B : 40 dB (A) ;
- en zone C : 35 dB (A).

L'isolement acoustique visé dans le présent article s'entend pour un bruit rose limité aux octaves centrées sur 125, 250, 500, 1 000, 2 000 et 4 000 Hz.

Art. 6. – Les valeurs des durées de réverbération à respecter dans les locaux meublés non occupés sont données dans le tableau suivant. Elles correspondent à la moyenne arithmétique des durées de réverbération dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz.

| LOCAUX MEUBLÉS NON OCCUPÉS | DURÉE DE RÉVERBÉRATION moyenne en secondes dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz |
|---|---|
| Salle de repos des écoles maternelles; salle d'exercice des écoles maternelles; salle de jeux des écoles maternelles. | 0,4 < Tr ≤ 0,8 s |
| Local d'enseignement, de musique, d'études, d'activités pratiques, salle à manger et salle polyvalente de volume ≤ 250 m³. | |
| Local médical ou social, infirmerie; sanitaires; administration; foyer; salle de réunion; bibliothèque; centre de documentation. | |
| Local d'enseignement, de musique, d'études ou d'activités pratiques d'un volume > 250 m³. | 0,6 < Tr ≤ 1,2 s |
| Salle à manger et salle polyvalente > 250 m³. | 0,6 < Tr ≤ 1,2 s et étude particulière obligatoire (1) |
| Salle de sports. | Définie dans l'arrêté relatif à la limitation du bruit dans les établissements de loisirs et de sports pris en application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation. |

(1) L'étude particulière est destinée à définir le traitement acoustique de la salle permettant d'avoir une bonne intelligibilité en tout point de la salle.

Dans les circulations, halls et préaux, l'aire d'absorption équivalente moyenne dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz doit être supérieure ou égale aux deux tiers de la surface au sol du local considéré.

Art. 7. – Les ateliers bruyants sont caractérisés par un niveau de pression acoustique équivalent pondéré A, défini par la norme NF S 31-084, supérieur à 85 dB (A) au sens de l'article R. 235-11 du code du travail.

Ils doivent faire l'objet d'une étude particulière destinée à prévoir les aménagements nécessaires pour réduire la réverbération du bruit sur les parois des locaux.

Art. 8. – Les limites énoncées dans les articles 2 à 5 s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Les mesures sont effectuées conformément à la norme NF S 31-057.

Art. 9. – Le présent arrêté entrera en vigueur un an après la date de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 10. – Le directeur général des collectivités locales, le directeur des écoles, le directeur des lycées et collèges, le directeur général de l'enseignement supérieur, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur de l'habitat et de la construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

*Le ministre de l'environnement,*
MICHEL BARNIER

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,*
CHARLES PASQUA

*Le ministre de l'éducation nationale,*
FRANÇOIS BAYROU

*Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,*
FRANÇOIS FILLON

*Le ministre du logement,*
HERVÉ DE CHARETTE

## MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

### Liste d'associations d'anciens combattants et victimes de guerre habilitées à ester en justice

NOR: *ACVE9450034K*

Sont habilitées à ester en justice, en application de la loi n° 91-1257 du 17 décembre 1991 permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice et du décret n° 92-701 du 20 juillet 1992 pris pour son application :

L'Union nationale des déportés, internés et familles de disparus (U.N.A.D.I.F.), par décision n° 94/0041 B du 19 décembre 1994 ;

La Fédération nationale de déportés et internés de la Résistance (F.N.D.I.R.), par décision n° 94/0042 B du 19 décembre 1994.

Ces associations sont répertoriées au registre tenu par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

# MESURES NOMINATIVES

## PREMIER MINISTRE

### Arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la composition du cabinet du Premier ministre

NOR: *PRMX9500569A*

Le Premier ministre,

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels, modifié ;

Vu le décret du 29 mars 1993 portant nomination du Premier ministre ;

Vu l'arrêté du 1er avril 1993 portant nomination au cabinet du Premier ministre,

Arrête :

Art. 1er. – Il est mis fin aux fonctions de M. Alain Moulinier, conseiller technique au cabinet du Premier ministre.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

EDOUARD BALLADUR